

PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

ARRETE PREFECTORAL

PORTANT MISE EN DEMEURE

Société La Pierre de France

Commune de Ladoix-Serrigny

Le Préfet de la Côte-d'Or
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L 171-6, L 171-8, L 172-1, L 511-1 et L 514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral du 08 janvier 1996 autorisant la SA SOGEPIERRE à exploiter une carrière à ciel ouvert de pierre calcaire et des installations annexes sur le territoire de la commune de Ladoix-Serrigny ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2010 portant mutation de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitant du 08 janvier 1996 susvisé au profit de la SAS SOCIETE NOUVELLE SOGEPIERRE ;

VU la demande de changement d'exploitant déposée par la société LA PIERRE DE FRANCE le 30 mai 2012 qui a fait l'objet d'une demande de compléments de l'inspection des installations classées le 08 février 2013 ;

VU l'acte de cautionnement délivré par la société CNP CAUTION à la société LA PIERRE DE FRANCE le 21 mai 2012 pour la carrière de Ladoix-Serrigny ;

VU la radiation de la société SAS SOCIETE NOUVELLE SOGEPIERRE prononcée par le tribunal de commerce de Dijon le 10 janvier 2012 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières et notamment son article 16 bis ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement établi le 22 août 2013 à la suite de l'inspection des installations réalisée le 23 juillet 2013 et transmis à l'exploitant par courrier du 23 août 2013 conformément aux articles L 171-6 et L 514-5 du Code de l'Environnement ;

Considérant que la société LA PIERRE DE FRANCE vient aux droits et obligations de la SAS SOCIETE NOUVELLE SOGEPIERRE dont elle était l'actionnaire unique compte tenu de l'absorption par une opération de transmission universelle de patrimoine qui est définitive depuis le 31 décembre 2001 ;

Considérant que la société SAS SOCIETE NOUVELLE SOGEPIERRE a été radiée ;

Considérant que la société LA PIERRE DE FRANCE a sollicité la mutation à son profit de l'arrêté d'autorisation d'exploiter la carrière de Ladoix-Serrigny ; que pour cette carrière elle possède un acte de cautionnement et a déclaré l'un de ses employés comme directeur technique ;

Considérant qu'au vu des éléments énoncés ci-dessous, seule la société LA PIERRE DE FRANCE peut être considérée comme exploitant de la carrière de Ladoix-Serrigny ;

Considérant que lors de l'inspection réalisée le 23 juillet 2013, il a été constaté que l'exploitant ne respectait pas les dispositions des articles 10.1 (clôture), 10.2 (panneau d'information et pancartes), 10.4 (bornage), 14.1.I (aire étanche), 16.1 (mesures de bruit) et 16.2 (mesures de vibrations) de l'arrêté préfectoral du 08 janvier 1996 susvisé,

Considérant que ces non-conformités constituent un manquement à certaines dispositions de l'arrêté préfectoral et de l'arrêté ministériel susvisés et qu'elles peuvent porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du Code de l'Environnement en mettant en demeure la société LA PIERRE DE FRANCE de respecter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 08 janvier 1996 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de Côte-d'Or ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

La société LA PIERRE DE FRANCE, dont le siège social est situé 332, rue Saint-Honoré à Paris (75001), est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Ladoix-Serrigny, de respecter les dispositions suivantes :

- **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté** : les articles 10.1 (clôture) et 10.2 (panneau d'information et pancartes) de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 08 janvier 1996,
- **dès la prochaine campagne d'exploitation** : les articles 10.4 (bornage), 14.1.I (aire étanche), 16.1 (mesures de bruit) et 16.2 (mesures de vibrations) de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 08 janvier 1996.

ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 - DELAI ET VOIE DE RECOURS :

La présente décision peut être contestée devant le tribunal administratif de Dijon :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L. 511-1 du Code de l'Environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.
- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

ARTICLE 4 - EXECUTION ET COPIES :

Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, M. le maire de Ladoix-Serrigny, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée à :

- Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Côte-d'Or,
- Mme la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (2 exemplaires),
- M. le Directeur du Service des Archives Départementales de la Côte d'Or,
- M. le Maire de Ladoix-Serrigny,
- M. le Directeur de la société La Pierre de France.

Fait à DIJON, le - 4 OCT. 2013

LE PRÉFET,

Pour le Préfet et par délégation
la Secrétaire Générale



Marie-Hélène VALENTE

